



Publié sur le site internet
de la Ville de Villiers-sur-Marne
le 06.11.2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté • Égalité • Fraternité
DÉPARTEMENT DU VAL DE MARNE
ARRONDISSEMENT DE NOGENT-SUR-MARNE
VILLE DE VILLIERS-SUR-MARNE

ARRÊTE N° 2026-10-8668 V

Portant : Réglementation de la circulation et du stationnement – Mise à niveau de bouche à clé
56 avenue du général Joubert à Villiers-sur-Marne, du 26/10/2026 au 06/11/2026.

Le Maire, Jacques Alain BENISTI,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de circulation et de stationnement, ainsi que L. 2215-4,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, en son livre I, huitième partie, relative à la signalisation temporaire, telle que modifiée par l'arrêté du 15 juillet 1974,

Vu l'arrêté préfectoral n°85-515 du 26 février 1985 fixant les dispositions du règlement sanitaire départemental du Val-de-Marne,

Vu la délibération n°2019-02-20 du conseil municipal du 19 février 2019 approuvant le règlement de voirie,

Vu l'arrêté municipal n°2026-01-8244 V portant réglementation générale de la circulation et du stationnement sur les voies ouvertes publiques sur le territoire de la ville de Villiers-sur-Marne,

Vu la pétition du 02/10/2026 de la société **VEOLIA FRANCILIANE**,

Considérant la demande d'autorisation du 02/10/2026 de **VEOLIA FRANCILIANE** dont le siège est situé, 63 rue de Verdun 93160 Noisy-le-Grand - Tél : 06.29.88.53.43 - Mail : guylene.marne@veolia.com, de réaliser des travaux de mise à niveau de bouche à clé, 56 avenue du général Joubert à Villiers-sur-Marne du 26/10/2026 au 06/11/2026 de 8h00 à 17h30,

Considérant qu'il appartient à l'administration communale de prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité publique,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 26/10/2026 au 06/11/2026 de 8h00 à 17h30, autorisation est donnée à la société VEOLIA FRANCILIANE d'occuper le domaine public afin de réaliser des travaux de mise à niveau de bouche à clé au droit du 56 avenue du général Joubert.

ARTICLE 2 : La circulation se fait par un alternat géré par des hommes trafic équipés de piquet K10, du 26/10/2026 au 06/11/2026 de 8h00 à 17h30 au droit du 56 avenue du général Joubert.

ARTICLE 3 : L'emprise du chantier sur les trottoirs tient compte de la continuité du cheminement des piétons, où une déviation des piétons, en amont et aval, est mise en place. La fouille est couverte par un pont lourd en dehors des heures du chantier pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Les déblais sont évacués au fur et à mesure. La réfection définitive de la voirie est faite au plus tard le 06/11/2026.

ARTICLE 4 : Les barrières, panneaux de signalisation et dispositifs réglementaires, en nombre suffisant, sont posés, par l'entreprise **VEOLIA FRANCILIANE** et maintenus en place, sous la responsabilité de l'entreprise **VEOLIA FRANCILIANE**, aux endroits nécessaires pour prévenir les usagers des dispositions du présent arrêté et pour assurer la sécurité publique et notamment la pré-signalisation, le balisage et l'éclairage du chantier, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, en son livre I, huitième partie, relative à la signalisation temporaire, telle que modifiée par l'arrêté du 15 juillet 1974.

ARTICLE 5 : L'entreprise met tout en œuvre afin d'occasionner le moins de gêne possible aux riverains et aura la charge d'assurer avant toute intervention l'affichage du présent arrêté par tous les moyens appropriés, sur des supports prévus à cet effet et en aucun cas sur du mobilier urbain.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire emploie tous moyens nécessaires pour maintenir la chaussée dans un état de propreté garantissant la sécurité et la salubrité du domaine public et ce, pendant toute la durée des travaux. Le cas échéant, un nettoyage adapté est opéré dès la demande de la Ville et aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : La non-observation d'un ou plusieurs des articles de cet arrêté, ou tout manquement aux lois et règlements en vigueur constatés par les personnes habilitées, entraîne la fermeture immédiate du chantier par les forces de police. Le cas échéant des procès-verbaux de contravention sont dressés et transmis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 8 : Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques et Développement Urbain, Madame la Cheffe de la Circonscription de Sécurité Publique du Commissariat de Chennevières-sur-Marne, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique - Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté est publié sur le site internet de la ville de Villiers-sur-Marne et notifié à :

- Madame la Cheffe de la Circonscription de Sécurité Publique du Commissariat de Chennevières
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique - Chef de Service de la Police Municipale
- L'entreprise VEOLIA FRANCILIANE

Fait à Villiers-sur-Marne, le 05/10/2026

Le Maire
Pour le Maire
Le Premier Maire adjoint
Michel OUDINET
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris
Député Honoraire

